



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 20/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NOVAWOOD**

34 Rue Gilbert Bize  
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : 2265\_2024  
Code AIOT : 0003012003

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement NOVAWOOD implanté chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVAWOOD
- chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0003012003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVAWOOD est autorisée par arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois non dangereux et dangereux (bois créosoté) sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY. Elle est autorisée notamment au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations

classées :

- n°3520-b (co-incinération – autorisation – 432 tonnes/jour),
- n°3110 (combustion – autorisation),
- n°3550 (stockage temporaire de déchets dangereux – autorisation – 750 tonnes).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de surveillance	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230960 du 17 novembre 2023 est respecté. Aussi, il est proposé à Madame le préfet de la Meurthe-et-Moselle de lever la mise en demeure susmentionnée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NOVAWOOD, dont le siège social est situé 34 Rue Gilbert Bize à Laneuveville-Devant-Nancy (54 410), est mise en demeure, pour l'exploitation d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux située chemin du Vaquené à Laneuveville-Devant-Nancy, de : • justifier de la réalisation des procédures QAL 2 et QAL 3 selon l'article 3.2.4. - Conditions de surveillance des rejets atmosphériques de l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié ; • transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de la spéciation des COV et autosurveillance trimestrielle des paramètres "Cadmium et ses composés", "Thallium et ses composés", "Sb, As, Pb, Cr, Cu, Mn, Ni, Va, Zn" selon l'article 11.2.1. - Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses de l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié ; dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Réalisation QAL2 et QAL3 :</b> L'exploitant a procédé à la réalisation des procédures QAL2 et QAL3 conformément à l'article 3.2.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'ensemble des rapports d'essais réalisés par BUREAU VERITAS ont été transmis à l'inspection.</p> <p><b>Autosurveillance des rejets atmosphériques :</b> Les campagnes de mesures ont été réalisées et les résultats transmis à l'inspection :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Spéciation COV : Campagne du 01/12/23 au 05/12/23 - Résultats transmis le 02/02/24</li> <li>• Autres paramètres : Campagne du 04/07/23 au 07/07/23 - Résultats transmis le 02/02/24</li> </ul> Les résultats n'appellent pas de remarque de l'inspection et sont conformes aux seuils définis dans l'arrêté d'autorisation du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est, toutefois, rappelé à l'exploitant, conformément à l'article 11.3.1 de son arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018, qu'il est tenu de transmettre ces résultats, dans les meilleurs délais, à l'inspection dès lors qu'ils montrent un dépassement d'une valeur limite de rejet à l'atmosphère.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure